

Ecrit par le 22 novembre 2024

Carpentras : la Ville fait don de gilets pare-balles à une association ukrainienne



[La Ville de Carpentras](#) a décidé de faire don de 14 gilets pare-balles d'une valeur de 500€ chacun à [l'association Gilet Ukraine](#) qui les expédie ensuite dans le pays qui vit actuellement une période de guerre. Carpentras est la première ville du Vaucluse à avoir fait don de ce type de matériel.

Carpentras s'engage pour venir en aide aux ukrainiens. La municipalité a annoncé ce mercredi 17 juillet, avoir fait don de 14 gilets pare-balles à l'association Gilet Ukraine, fondé en mars 2022 qui récupère des gilets pare-balles « déclassés » des forces de l'ordre, les reconditionnent et les expédient ensuite sur les zones de conflit, sur le sol ukrainien.

Le matériel offert provient de la police municipale de la ville de Carpentras qui compte 25 agents à plein

Ecrit par le 22 novembre 2024

temps. En France, les fournisseurs de gilets pare-balles garantissent les qualités de balistiques de leur produit pendant cinq ans. Au-delà, ils sont considérés comme « déclassés » ou « réformés » et ils sont généralement détruits même s'ils sont toujours fonctionnels et prêt à l'emploi. La ville de Carpentras a choisi plutôt que de privilégier cette solution, de les donner à une association qui agit concrètement en faveur des Ukrainiens.

Plusieurs avantages pour Carpentras

Cette initiative que la ville de Carpentras a décidé de mettre en place, offre également de nombreux avantages pour la commune. Le premier est bien évidemment le soutien humanitaire que cette action apporte. En fournissant les gilets, la ville vaclusienne contribue à la protection des civils et des médecins sur place, présents dans les zones de conflits.

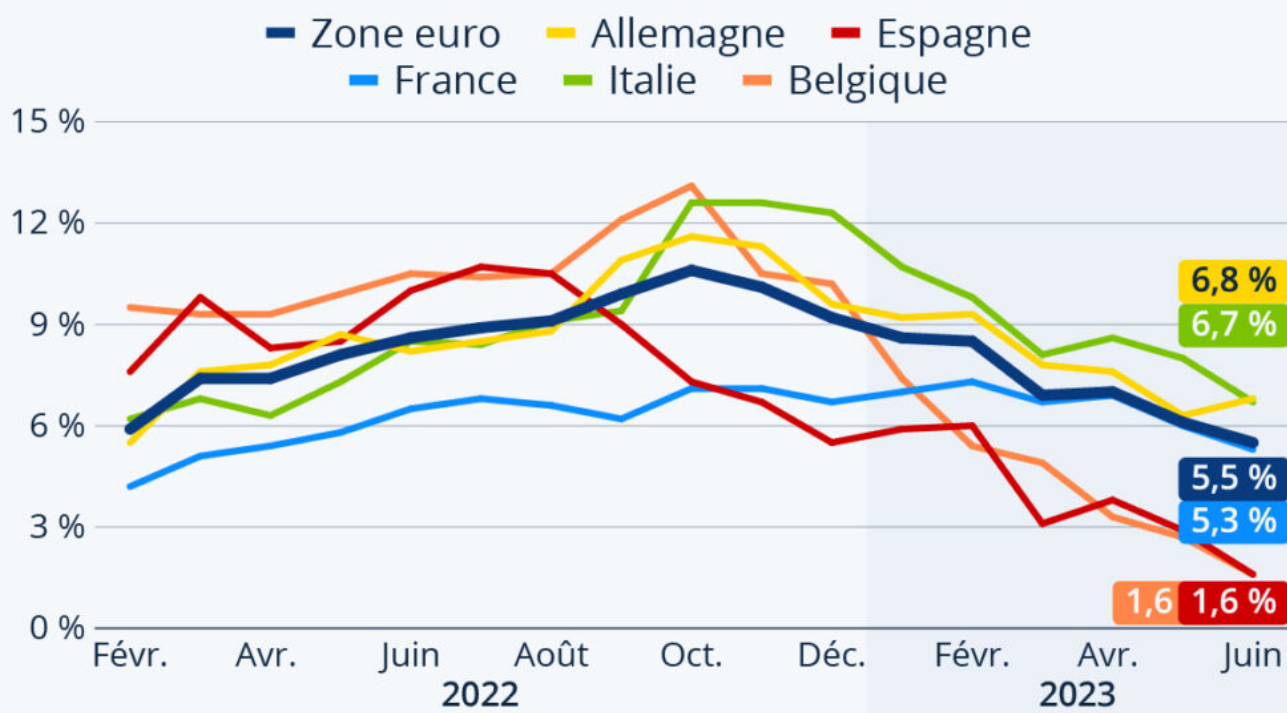
Le second avantage est que cette action permet une réduction des dépenses pour la Ville qui aurait dû payer des couts liés à la destruction des gilets. Le dernier qui est directement lié au second, relève d'un caractère environnemental. En évitant la destruction de ce matériel, la commune diminue la pollution associée à l'opération d'élimination.

L'inflation retombe sous les 6% dans la zone euro

Écrit par le 22 novembre 2024

L'inflation retombe dans la zone euro

Évolution de l'inflation dans une sélection d'économies de la zone euro depuis février 2022



Basé sur le relevé mensuel de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH).
Source : Eurostat



statista

En juin, l'inflation dans la zone euro est retombée à 5,5% sur un an. Il s'agit du taux le plus bas mesuré depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 et l'aggravation de la crise des prix de l'énergie qui en a résulté. Ce sont les produits alimentaires, y compris l'alcool et le tabac, ainsi que les services qui ont le plus contribué à l'inflation en juin. Comme le montre notre graphique basé sur les données d'[Eurostat](https://www.eurostat.eu), cet indicateur macroéconomique n'a pas évolué de la même manière dans tous les

Écrit par le 22 novembre 2024

pays de l'Union européenne.

Par exemple, si la Belgique et l'Italie ont dû faire face à une inflation dépassant les 12% à l'automne 2022, la première économie citée s'est nettement mieux rétablie, puisqu'elle est parvenue à faire baisser ce taux sous le seuil des 2% en juin. En revanche, l'Italie présentait toujours un taux d'inflation supérieur à la moyenne européenne à la fin du premier semestre (6,7%). En France, après un pic à 7,1% atteint à l'automne 2022, l'inflation est redescendue à 5,3% en juin — mais restait supérieure au niveau d'avant-guerre en Ukraine (4,2% en février 2022).

L'un des moyens de lutte contre l'inflation est le relèvement des taux directeurs par les banques centrales. Ainsi, la Banque centrale européenne (BCE), la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque d'Angleterre ont procédé à une série de hausses ces derniers mois. La BCE a fixé son taux directeur à 4,25% le 27 juillet, tandis que le principal taux de la Fed se situe désormais dans la fourchette de 5,25 à 5,5%.

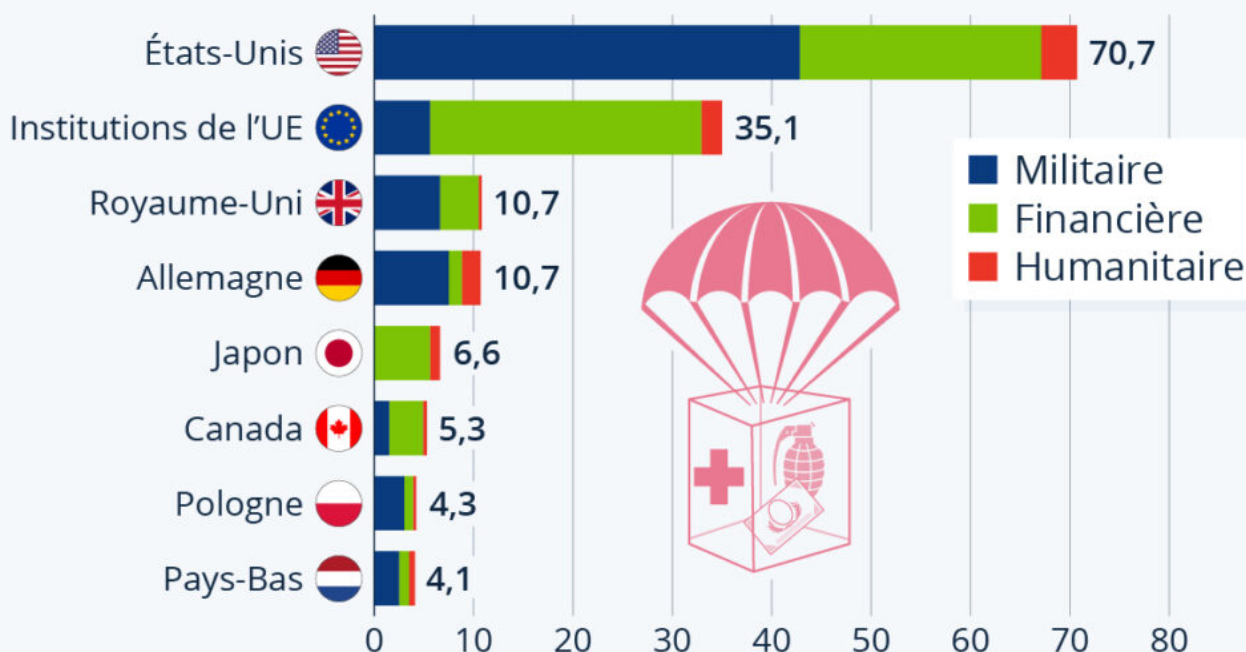
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Quels pays ont fourni le plus d'aides à l'Ukraine ?

Écrit par le 22 novembre 2024

Les pays qui ont fourni le plus d'aides à l'Ukraine

Montant des aides accordées à l'Ukraine entre le 24 janv. 2022 et le 31 mai 2023 (en milliards d'euros) *



* Sélection des pays/institutions ayant accordé plus de 4 milliards d'euros d'aides sur cette période.

Source : Institut de Kiel pour l'économie mondiale (IfW)



statista

Selon le [suivi](#) des aides internationales promises à l'[Ukraine](#) de l'Institut d'économie de Kiel, la France se classe au 11e rang des pays fournissant le plus d'aides en valeur, avec un montant total annoncé de près de 1,5 milliards d'euros du 24 janvier 2022 au 31 mai 2023. Au cours de cette période, le soutien officiellement accordé par le gouvernement français a principalement été d'ordre financier (700 millions d'euros) et [militaire](#) (450 millions).

Écrit par le 22 novembre 2024

Comme le montre notre graphique, les États-Unis ont jusqu'à présent (et de loin) accordé le plus grand soutien à Kyiv, avec 71 milliards d'euros d'aides militaires, financières et humanitaires promises depuis le début du conflit. Un soutien qui représente le double en valeur de celui apporté par l'ensemble des institutions de l'Union européenne (auquel la France participe via sa [contribution au budget de l'UE](#)) : environ 35 milliards d'euros en incluant les aides financières de la Banque européenne d'investissement.

Si l'on regarde la contribution rapportée à la taille de l'économie, c'est l'Estonie qui arrive en première position, avec un montant accordé qui représentait 1,3 % de son PIB au cours de la période étudiée. La Lettonie (1,1%) et la Lituanie (1,0 %) complètent le podium. En comparaison, l'aide engagée par les États-Unis représentait 0,3% de son [\(important\) PIB](#).

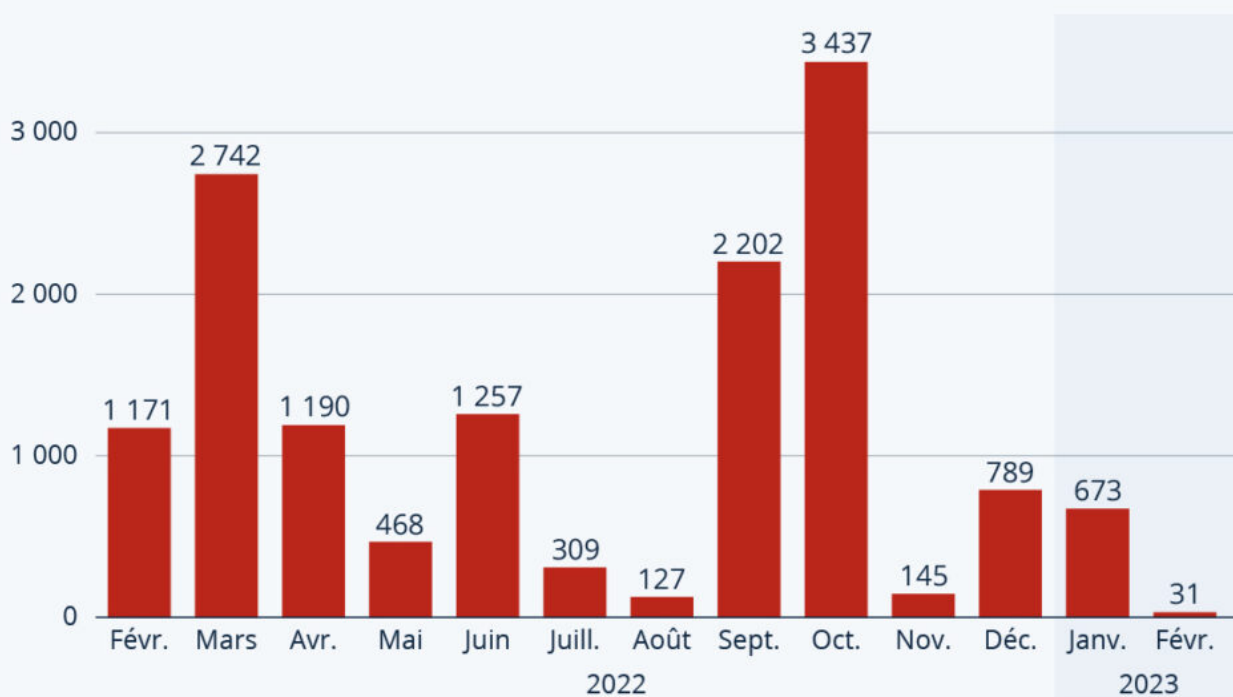
De [Tristan Gaudiaut](#) pour [Statista](#)

Plus de 14 000 sanctions en vigueur contre la Russie

Ecrit par le 22 novembre 2024

Plus de 14 000 sanctions en vigueur contre la Russie

Nombre de sanctions en vigueur contre la Russie depuis février 2022



Données du 10 février 2023.

Source : OpenSanctions.org via CORRECTIV




Depuis un an, la guerre fait rage en Ukraine. Dès les premiers jours après le début de l'[invasion](#) en février 2022, la Russie a été frappée de plus de 1 000 [sanctions](#) économiques. Depuis, de 100 à 3 000 nouvelles restrictions ont été ajoutées chaque mois, comme le montre les [données](#) d'[OpenSanctions](#), site de la cellule internationale d'investigation journalistique allemande CORRECTIV. Actuellement, on compte plus de 14 500 (au 10 février 2023) sanctions en vigueur contre des entreprises, des institutions

Écrit par le 22 novembre 2024

ou des individus russes.

Selon les recherches, ce sont surtout des hommes politiques et des oligarques qui ont été frappés de blocages économiques, comme par exemple le gel des comptes européens. Parmi les entreprises sanctionnées, on trouve des banques russes, des entreprises d'armement mais aussi des groupes de médias comme Russia Today (RT), qui sont également actifs en Allemagne.

La plupart des mesures économiques (environ 2 100) ont été imposées par les États-Unis. La Suisse suit avec environ 1 500 sanctions. Le Royaume-Uni et l'UE ont chacun imposé près de 1.200 blocages. Outre les sanctions au niveau étatique, de nombreuses entreprises ont également décidé individuellement de cesser leurs activités en Russie, voire de se retirer complètement du pays.

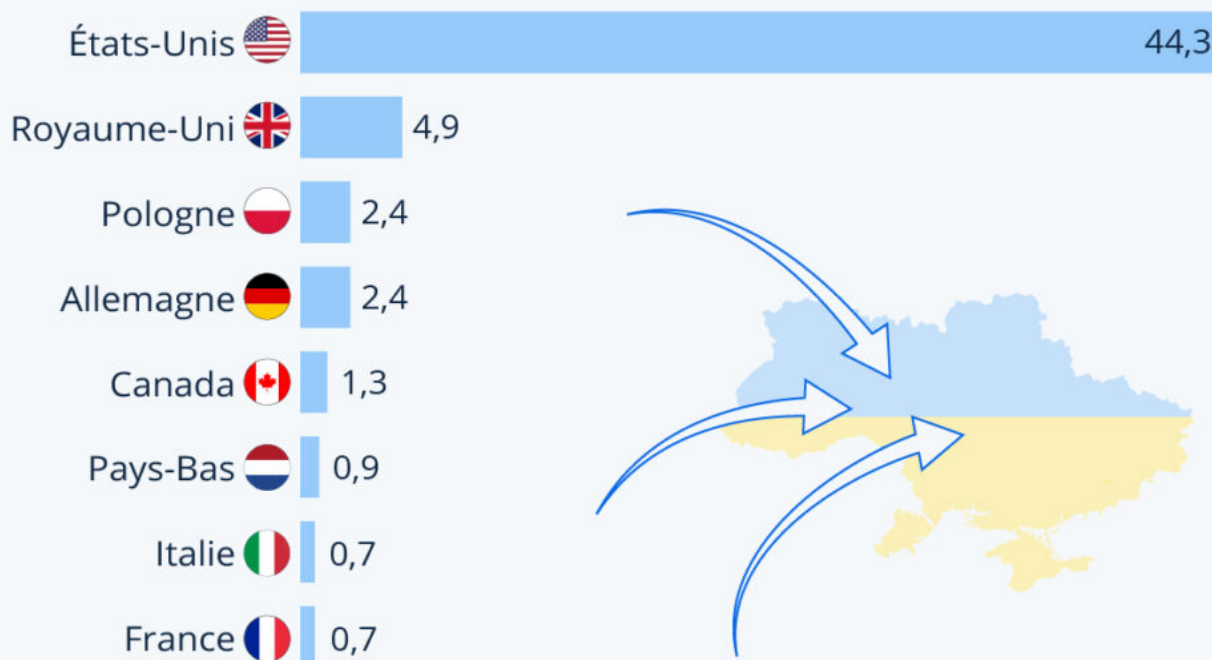
De Claire Villiers pour [Statista](#)

D'où vient l'aide militaire fournie à l'Ukraine ?

Ecrit par le 22 novembre 2024

D'où vient l'aide militaire fournie à l'Ukraine ?

Pays ayant fourni le plus d'aide militaire à l'Ukraine, du 24 janvier 2022 au 15 janvier 2023 (en milliards d'euros) *



* Les données peuvent inclure d'autres aides militaires (équipement de protection, armement).

Source : IfW Kiel



statista

Selon le [suivi](#) réalisé par l'Institut d'économie mondiale de Kiel, 31 pays, pour la plupart occidentaux, ont accordé de l'aide à l'Ukraine depuis le début de l'[invasion russe](#) le 24 février 2022. Cette base de données recense les aides militaires, financières et humanitaires qui ont été révélées publiquement par les différents États.

Écrit par le 22 novembre 2024

Comme le montre le graphique ci-dessus, en ce qui concerne le soutien militaire à Kiev, le gouvernement américain est de loin celui qui fournit le plus d'[armes](#) et d'équipement : soit 44,3 milliards d'euros d'aide annoncée du 24 janvier 2022 au 15 janvier 2023. Deuxième du classement, le Royaume-Uni affiche une contribution de 4,9 milliards d'euros sur cette période. En termes relatifs, les montants accordés par ces deux pays représentent respectivement 0,4 % et 0,3 % de leur PIB.

La Pologne et l'Allemagne apportent également un soutien important à l'Ukraine dans ce domaine : entre le 24 janvier 2022 et le 15 janvier 2023, les deux pays ont chacun envoyé pour 2,4 milliards d'euros de matériel et d'équipement. En ce qui concerne la part des contributions par rapport au PIB respectif, la Pologne, avec 0,6 %, se place également devant l'Allemagne (0,2 %).

De son côté, la France a fourni 700 millions d'euros d'aide militaire à l'armée ukrainienne durant la période étudiée, soit une contribution équivalente à 0,07 % de son PIB.

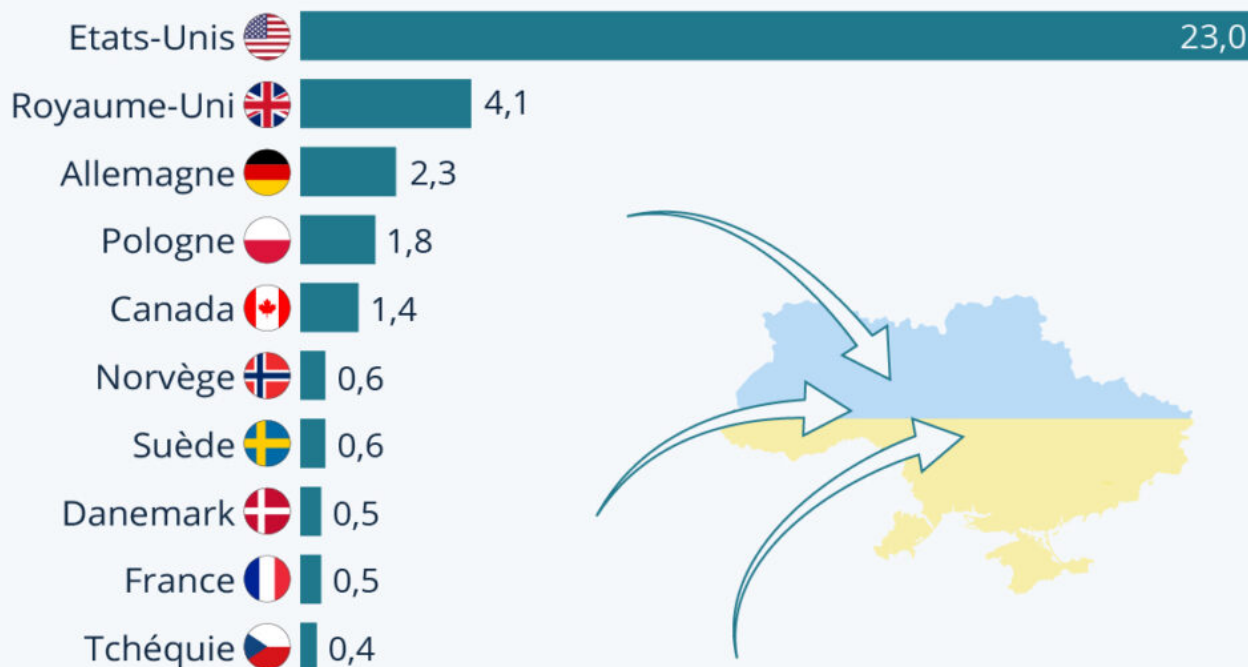
Claire Villiers pour [Statista](#).

D'où vient l'aide militaire fournie à l'Ukraine ?

Ecrit par le 22 novembre 2024

D'où vient l'aide militaire fournie à l'Ukraine ?

Pays ayant fourni le plus d'aide militaire à l'Ukraine, du 24 janvier au 20 novembre 2022 (en milliards de dollars US) *



* Les données peuvent inclure d'autres aides militaires (équipement de protection).
Source : IfW Kiel



Selon le suivi réalisé par l'Institut d'économie mondiale de Kiel, 31 pays, pour la plupart occidentaux, ont accordé de l'[aide à l'Ukraine](#) depuis le début de l'[invasion russe](#) le 24 février 2022. Cette base de données recense les aides militaires, financières et humanitaires qui ont été révélées publiquement par les différents États.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Comme le montre notre graphique, en ce qui concerne le soutien militaire à Kiev, le gouvernement américain est de loin celui qui fournit le plus d'armes et d'équipement : soit 23 milliards de dollars d'aide annoncée du 24 janvier au 20 novembre. Deuxième du classement, le Royaume-Uni affiche une contribution d'un peu plus de 4 milliards de dollars sur cette période. En termes relatifs, les montants accordés par ces deux pays représentent respectivement 0,2 % et 0,3 % de leur PIB.

L'Allemagne et la Pologne apportent également un soutien important à l'Ukraine dans ce domaine : entre fin janvier et fin novembre, l'Allemagne a envoyé pour 2,3 milliards de dollars de matériel et d'équipement et Varsovie 1,8 milliard de dollars. En ce qui concerne la part des contributions par rapport au PIB respectif, la Pologne, avec 0,5 %, se place toutefois devant l'Allemagne (0,1 %).

De son côté, la France a fourni 500 millions de dollars d'aide militaire à l'armée ukrainienne durant la période étudiée, soit une contribution équivalente à 0,05 % de son PIB. Parmi le matériel lourd inclut dans cette somme, on peut citer les 18 canons mobiles Caesar, « des quantités significatives » de véhicules blindés de transport de troupes, ainsi que des missiles antichars (Milan) et anti-aériens (Mistral).

De Claire Villiers pour [Statista](#)

1218 Ukrainiens accueillis en Vaucluse depuis le début de la guerre

Ecrit par le 22 novembre 2024



Depuis que la guerre a éclaté en Ukraine en février dernier, les services de l'État et la préfecture de Vaucluse se mobilisent afin d'accueillir les réfugiés ukrainiens dans de bonnes conditions. Plusieurs dispositifs ont été déployés pour leur permettre l'accès au logement, au droit, à la santé, à la scolarisation des enfants, à la langue française et à l'emploi dans une logique d'insertion.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, 1218 personnes ont été accueillies en Vaucluse, dont 710 qui ont été hébergées dans des dispositifs collectifs, 182 qui ont été logées, 266 élèves ont été solarisés, et 229 personnes ont été inscrites à Pôle emploi.

Afin que l'accueil des réfugiés ukrainiens se passe dans des conditions optimales, l'État a financé 3,7 millions d'euros pour l'accompagnement et l'hébergement collectifs des ménages ukrainiens, 116 050 d'euros pour l'accompagnement des personnes dans le logement, ainsi que 62 000 d'euros pour l'apprentissage linguistique.

La protection des réfugiés

Le dispositif de protection temporaire, mis en place dans les pays de l'Union européenne, octroie aux personnes fuyant la guerre en Ukraine, un statut temporaire de réfugiés, leur permettant de séjourner légalement sur le territoire français, pour une durée maximale de 3 ans, avec des autorisations provisoires de séjour d'une durée de 6 mois renouvelable.

À ce jour, le bureau de l'immigration et de l'asile de la préfecture de Vaucluse a délivré 1184 autorisations provisoires de séjour, 770 en première demande et 414 en renouvellement.

L'hébergement

Trois dispositifs permettent l'hébergement des Ukrainiens : l'hébergement collectif, l'accueil citoyen et le

Écrit par le 22 novembre 2024

logement individuel. Un accueil de jour a été installé au 6, boulevard Limbert à Avignon. Ouvert six jours sur sept, il représente le premier lieu d'accueil et de contact en Vaucluse pour les réfugiés.

Les Ukrainiens sont ensuite guidés vers un des cinq logements collectifs situés à Avignon, Carpentras, Orange, Cavaillon et Apt. 345 Ukrainiens sont accueillis en hébergement collectif à ce jour. Près de 700 personnes en ont bénéficié dans le département depuis le début de la crise. L'État a financé 3,7 millions euros pour l'ensemble des dispositifs d'hébergement collectifs

Une fois la situation des ménages stabilisée, il est proposé aux Ukrainiens une solution plus pérenne vers un accès au logement.

Actuellement, 182 déplacés ukrainiens ont été orientés en logement en Vaucluse. L'État a financé 116 050€ pour ces mesures d'accompagnement.

La langue française

La direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) a organisé plusieurs ateliers socio-linguistiques, notamment sur les sites de Carpentras et d'Orange, afin de proposer des sessions intensives d'apprentissage de la langue française aux réfugiés.

Dans le cadre de l'accès à l'emploi, Pôle emploi s'est mobilisé pour organiser des formations spécifiques d'apprentissage de la langue à visée professionnelle. Pour permettre cet apprentissage, l'État a financé 62 000€ au niveau local.

L'emploi

Autre facteur essentiel d'intégration pour les réfugiés, qui sont relativement diplômés et disposent d'un bon niveau d'éducation : l'emploi. Afin de les accompagner au mieux, Pôle emploi a renforcé ses équipes dans le but de répondre aux besoins des Ukrainiens en matière de formations spécifiques à visée professionnelle.

L'école

Trois unités pédagogiques pour élèves allophones nouvellement arrivés ont été déployées par l'éducation nationale afin d'accueillir au sein de plusieurs établissements les enfants ukrainien : au collège Raspail à Carpentras, qui accueille 23 élèves ukrainiens, au lycée Fabre à Carpentras qui en accueille 14, et au collège Gionot à Orange qui en accueille 19. Une nouvelle unité devrait s'ouvrir à Orange en 2023.

Les droits

Les associations et opérateurs de l'État pour l'accompagnement social des ménages ukrainiens œuvrent ensemble afin de permettre une ouverture rapide des droits et les aider dans toutes leurs démarches administratives. L'association Entraide Pierre Valdo et la société Adoma sont mobilisées pour le suivi en hébergement collectif. Cap Habitat, Soligone, Habitat Humanis, Le Village, Rhéso, Cité Caritas, sont quant à elles chargées de l'accompagnement dans le logement.

Écrit par le 22 novembre 2024

Toutes ces associations travaillent en relation avec la Caisse d'allocations familiales (CAF) et la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) afin de faciliter l'ensemble des démarches administratives auprès de ce public. À ce jour, 1093 droits ont été ouverts à la CPAM.

La santé

Dès l'arrivée des premiers réfugiés ukrainiens, l'Agence régionale de Santé (ARS) s'est mobilisée et a constitué des équipes pour réaliser des bilans de santé flash et assurer le suivi médical des personnes. En tout, 249 évaluations de santé ont été réalisées par l'ARS.

Et en 2023 ?

Comme cette année, l'accès à l'emploi et à l'apprentissage du français, et la scolarisation des enfants demeureront essentiels pour l'insertion des réfugiés.

Les services de l'État continueront à se mobiliser afin de stabiliser l'hébergement collectif et permettre aux ménages ukrainiens d'accéder à des logements individuels, autant que possible, pour ceux disposant de ressources.

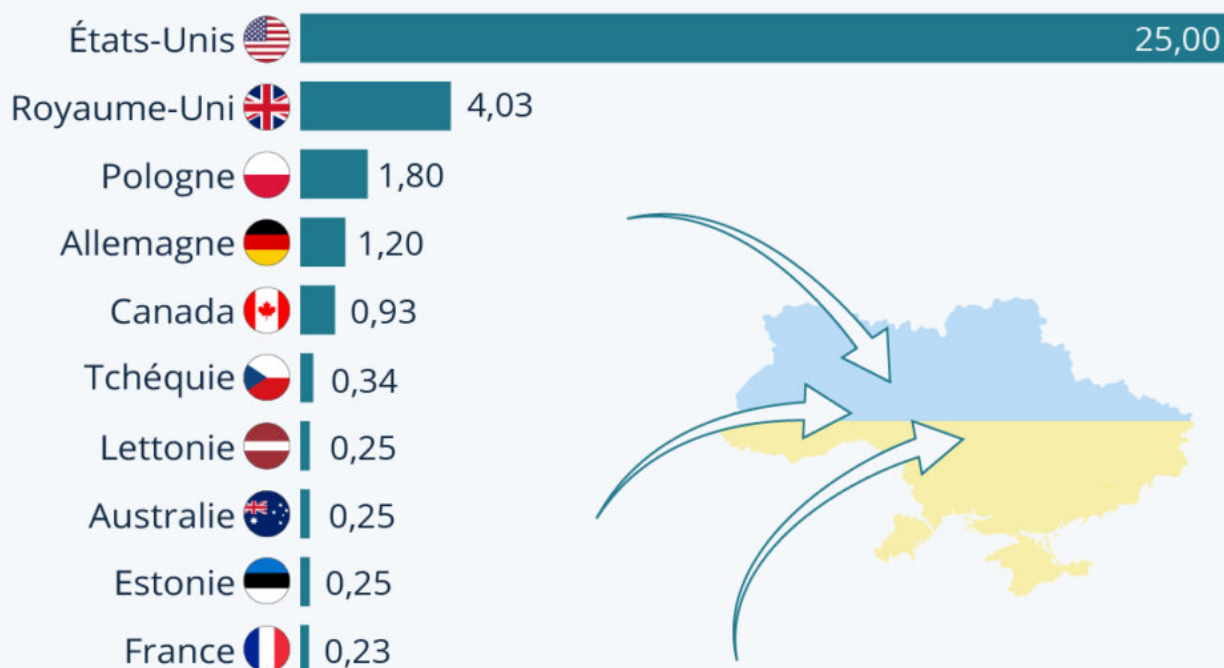
V.A.

D'où vient l'aide militaire fournie à l'Ukraine ?

Écrit par le 22 novembre 2024

D'où vient l'aide militaire fournie à l'Ukraine ?

Pays ayant fourni le plus d'aide militaire à l'Ukraine, du 24 janvier au 3 août 2022 (en milliards de dollars US)



Les données peuvent inclure d'autres aides militaires (équipement de protection). Devises converties en utilisant les moyennes de juillet.

Source : IfW Kiel



statista

Selon le suivi réalisé par l'Institut d'économie mondiale de Kiel, 37 pays, pour la plupart occidentaux, ont accordé de l'[aide à l'Ukraine](#) depuis le début de l'[invasion russe](#) le 24 février 2022. Cette base de données recense les aides militaires, financières et humanitaires qui ont été révélées publiquement par les différents États.

Écrit par le 22 novembre 2024

Comme le montre notre graphique, le gouvernement américain est de loin celui qui a promis de fournir le plus d'armes et d'équipements militaires à Kiev : soit 25 milliards de dollars d'aide annoncée du 24 janvier au 3 août. Deuxième du classement, le Royaume-Uni affiche une contribution d'un peu plus de 4 milliards de dollars sur cette période. En termes relatifs, les montants accordés par ces deux pays représentent environ 0,1 % de leur PIB.

Le Canada et l'Allemagne apportent également une aide importante à l'Ukraine, même si leurs engagements respectifs ne représentent que 0,03 % et 0,06 % de leur PIB. Si l'on se penche sur cette façon de mesurer l'aide, ce sont les voisins régionaux de l'Ukraine qui ont le plus contribué à son effort de guerre, par exemple la Pologne (0,3 % du PIB) et l'Estonie (0,8 %).

De Claire Villiers pour [Statista](#)

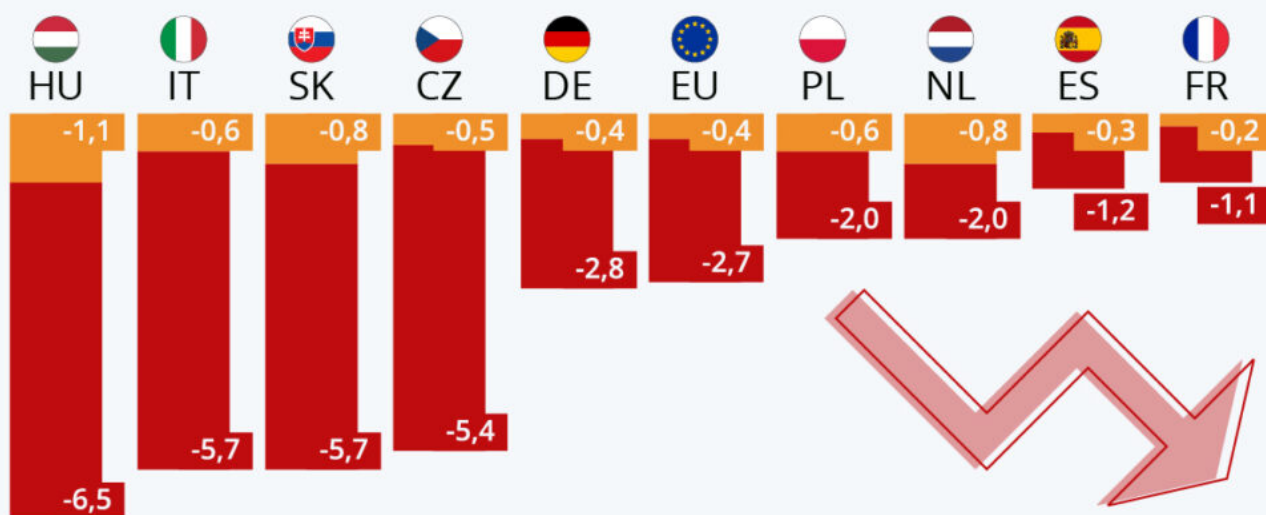
Levier du gaz russe : quel impact aurait l'arrêt des flux vers l'UE ?

Écrit par le 22 novembre 2024

Comment l'arrêt des flux de gaz russe pourrait affecter l'Europe

Perte de PIB en % douze mois après un arrêt théorique des livraisons de gaz russe, par pays européen

■ Scénario optimiste * ■ Scénario pessimiste **



* faibles frictions d'ajustement, marché intégré, contribution du GNL.

** fortes frictions d'ajustement, marché fragmenté, ménages protégés.

Source : FMI



statista

Alors qu'une fermeture de [Nord Stream](#) avait eu lieu récemment pour maintenance, la Russie a repris jeudi dernier ses livraisons via ce pipeline qui achemine environ le tiers des importations de gaz de l'Union européenne. Si cela a d'abord apaisé les dirigeants européens (qui craignaient que Moscou maintienne le robinet fermé en réponse aux sanctions), [Gazprom](#) a annoncé lundi 25 juillet qu'il allait

Écrit par le 22 novembre 2024

diminuer ses volumes livrés à partir de mercredi : soit environ [20 % des capacités du gazoduc](#), contre 40 % actuellement.

Alors que la guerre s'intensifie en [Ukraine](#), le contrôle de cette installation stratégique donne à Vladimir Poutine un levier majeur pour diviser les Vingt-Sept sur le plan géopolitique, dans un contexte où le continent est sous la menace d'une crise énergétique cet hiver.

Comme le détaille une [étude du FMI](#), un arrêt complet des [livraisons de gaz russe](#) aurait des répercussions économiques majeures en Europe. Douze mois après une coupure totale des exportations, l'organisation estime que le produit intérieur brut (PIB) de certains pays européens pourrait chuter de plusieurs points dans les scénarios les moins optimistes.

Les plus affectés seraient des pays d'Europe centrale - la Hongrie, la Slovaquie et la Tchéquie - ainsi que l'Italie, où le risque de pénurie en gaz concerne jusqu'à 40 % de la consommation domestique. Dans le pire des scénarios - c'est à dire en l'absence de [contribution du gaz naturel liquéfié](#) (GNL) et qu'il soit nécessaire de protéger les ménages des pénuries (en plus de l'industrie) - entre 5 et 6 points pourraient être retranchés du PIB de ces pays. L'Allemagne et la Pologne s'en sortiraient un petit peu mieux, avec des pertes comprises entre 2 et 3 points.

Le gaz naturel étant toujours très utilisé en Europe pour [produire de l'électricité](#) et du chauffage pour les particuliers, des tensions pourraient avoir lieu pour savoir à qui donner la priorité en cas de pénurie de gaz l'hiver prochain dans certains pays. Même pour des économies européennes beaucoup moins exposées à la [dépendance au gaz russe](#), comme la France ou l'Espagne, les retombées économiques d'une telle crise pourraient se traduire par une réduction du PIB d'environ 1 % si l'un des scénarios les plus pessimistes du FMI devait s'appliquer à l'UE.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)